

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-16: JEUDI 8 MAI 2008

Jeudi, les participants à la CDD-16 se sont réunis dans des séances de travail parallèles pour procéder à l'examen des sols, de la sécheresse et de la désertification et de l'Afrique.

DISCUSSIONS THEMATIQUES

LES SOLS: Le vice-président Tharyat présidait cette séance de travail. Joan Kagwanja (ECA) a proposé, entre autres, la décentralisation et un accroissement du financement gouvernemental destiné aux politiques applicables aux sols qui peuvent améliorer l'accès des pauvres aux ressources édaphiques productives et à la sécurité. Rowshan Moni (Association for Land Reform and Development) a appelé à une focalisation sur les causes profondes, à l'application des instruments internationaux et à la participation de la société civile. Laureano del Castillo (Centro Peruano de Estudios Sociales) a parlé du besoin d'une focalisation sur les petits agriculteurs et propriétaires terriens, sur les droits appropriés à la terre et sur la reconnaissance des divers régimes fonciers. Klaus Deininger (Banque mondiale) a mis l'accent sur le besoin d'une meilleure évaluation de l'impact, d'outils rattachant les thèmes posés à des facteurs structurels et d'indicateurs pour comparer les progrès accomplis par le pays. Christian Mersmann (Mécanisme mondial) a décrit l'architecture financière complexe et a déclaré que le changement climatique peut servir de locomotive à un financement accru et que les ministres de l'agriculture et de l'environnement doivent élaborer le dossier économique de la gestion durable des terres.

La FAO a approuvé la suggestion de la CLD de coordonner les efforts fournis en faveur des sols, et a proposé de former une Coalition internationale pour la protection des sols. La représentante des FEMMES a expliqué que sans titre foncier, les femmes n'ont pas accès au crédit. La FRANCE a déclaré que l'érosion de la fertilité des sols est une menace mondiale. Le porte-parole des ONG a appelé à une réforme agraire englobant une redistribution des terres et la livraison des services d'appui de base.

L'UE a souligné qu'elle promeut des pratiques terriennes consensuelles et qu'elle se focalise sur une gouvernance terrienne pro-pauvres. Le JAPON a indiqué qu'une étude détaillée est requise pour explorer la tension entre la production des biocombustibles et celle des produits alimentaires. La TANZANIE a décrit ses politiques qui protègent les forêts et les régions boisées.

La ZAMBIE a appelé à une aide destinée à l'amélioration de l'application de son cadre politique applicable aux sols. Le ZIMBABWE a déclaré que l'autonomisation requiert un accroissement de la sécurité foncière des femmes, une planification qui reconnaît les multiples affectations des sols et un suivi de l'utilisation et de la mise en valeur des terres. Le délégué des AGRICULTEURS a mis l'accent sur la reconnaissance des principes fondés sur l'agro-écologie et l'écosystème. La SUISSE a indiqué que la bonne gouvernance, les principes écologiques et la rétention des pratiques qui fonctionnent, sont essentiels aux systèmes de propriété foncière. La REPUBLIQUE TCHEQUE a signalé que l'utilisation des technologies d'information dans son régime foncier a augmenté la transparence et a amélioré la qualité des données. L'AFRIQUE DU SUD a déclaré qu'un investissement de capitaux est indispensable, même avec des partenariats stratégiques et une

coopération régionale. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a appelé à des mécanismes de transmission des doléances, à un dialogue social et à l'habilitation des parties prenantes à traiter les activités des grandes entreprises, qui dégradent les sols. La CÔTE D'IVOIRE a encouragé le FEM à investir dans la gestion durable des terres.

Dans leurs conclusions, les conférenciers ont souligné: la complexité des questions touchant à la terre; le clivage, en matière d'information, entre les ministères des finances et sectoriels; la non-accessibilité des groupes vulnérables aux systèmes cadastraux électroniques; et le besoin d'un engagement à long terme dans la gestion durable des terres et dans la recherche en matière de thèmes émergents.

LA SECHERESSE ET LA DESERTIFICATION: Le vice-président Carmon a présidé la séance du matin. Zhang Kebin (Beijing Forestry University) a parlé des liens entre les causes et les effets des changements climatiques, la sécheresse et la désertification et l'érosion de la biodiversité. Il a fait état d'un "potentiel énorme" de la CLD, qui, a-t-il dit, mérite un plein soutien gouvernemental, de manière à ce que les synergies soient optimisées pour réduire la vulnérabilité environnementale, sociale et économique. Joost Brouwer (Brouwer Environmental and Agricultural Consultancy) a utilisé l'exemple du Niger, dans le Sahel, pour décrire le défi posé par l'utilisation durable des terres humides, et a plaidé en faveur de leur gestion intégrée, notamment, à travers le développement à petite échelle. Sara Scherr (Ecoagriculture Partners) a remis en question la prémisse stipulant que les terres sèches ne sont pas adaptées au développement agricole, et a suggéré des mesures pour améliorer les conditions à travers, en particulier, le financement des initiatives existantes et l'implication des communautés locales dans l'établissement des priorités. Pour améliorer les synergies entre les conventions, Bakary Kante (PNUE) a souligné le rôle des savoirs traditionnels et des approches intersectorielles et pluripartites. Scott Christiansen (ICARDA) a décrit les approches intégrées adoptées en Syrie, pour faire face à l'érosion des sols et la sécheresse.

L'UE a mis en exergue la recherche scientifique et le suivi, les efforts visant à accroître la disponibilité et la diffusion de l'information, et la détermination de ressources financières innovantes. Le CANADA a suggéré une application plus élargie de l'approche fondée sur l'écosystème. Le porte-parole des ENFANTS ET DES JEUNES a souligné que l'éducation et le marketing sont des éléments nécessaires à la réussite des projets de récupération des eaux résiduelles.

Le JAPON a parlé des efforts bilatéraux fournis pour l'application de la CLD et a suggéré que les technologies devraient être choisies par les résidents locaux et être adaptées aux conditions locales et ne devraient pas être monopolisées par un groupe. Le conférencier Scherr a souligné l'importance d'avoir des processus pluripartites, un programme de renforcement des capacités et une gouvernance qui peut contribuer à la résolution des différends lorsque des conflits surviennent à propos des ressources. Le porte-parole des ONG a souligné l'importance des approches pluripartites et de la collaboration avec les acteurs locaux.

L'INDONESIE a appelé les pays industrialisés à honorer leurs engagements pris dans le cadre de la CLD. Le MEXIQUE a appelé à l'adoption de mesures actives pour le traitement de l'érosion des sols et de la désertification. La REPUBLIQUE DE COREE a donné un aperçu des activités concertées menées dans le cadre de

la lutte contre la désertification en Asie du nord-est. La représentante des FEMMES a déclaré qu'elles doivent être impliquées dans toutes les activités conduites dans les régions des terres sèches. La FEDERATION DE RUSSIE a décrit un programme mené dans des régions arides et semi-arides. Le délégué des ETATS-UNIS a déclaré que l'amélioration de la coopération entre les conventions devrait reconnaître les fonctions distinctes des différentes conventions. Le TOGO a mis l'accent sur les synergies entre les conventions, la formation, l'amélioration de la prise de conscience et, le financement et la technologie. Le représentant des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a mis en relief l'implication des communautés et des personnes autochtones et, le savoir traditionnel. La CHINE a décrit les mesures politiques appliquées dans le cadre de la lutte contre la désertification, dont l'interdiction du déboisement. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a appelé à des conditions de travail viables et à la protection des travailleurs du secteur agricole. Le délégué des AGRICULTEURS a déclaré que les terres sèches régénérées devraient être transformées en actif économique.

Le CANADA a posé la question de savoir comment la compréhension scientifique pourrait être traduite en recommandations politiques et en actions prioritaires. ONU/SIPC a suggéré de ne pas dupliquer les efforts déjà entrepris, notamment le Cadre de Hyogo pour le renforcement de la résistance. L'ARGENTINE a déclaré que les synergies entre les trois conventions de Rio pourraient être renforcées par une focalisation sur la qualité de vie et sur la lutte contre la pauvreté. Le BANGLADESH a mis l'accent sur la recherche agricole, le transfert des technologies, les régimes d'assurance et la coopération régionale. Le GUATEMALA a décrit l'expérience des administrations municipales des groupes communautaires dans le domaine de la conservation des eaux.

Le vice-président Santizo-Sandoval a présidé la séance de l'après-midi. Nir Atzmon (Israël) a présenté les stratégies appliquées dans le domaine du boisement en Israël et a souligné le besoin d'impliquer les communautés locales dans les projets. Pierpaolo Faggi (Université de Padoue, Italie) a suggéré des voies et moyens d'accroître la résilience des projets, y compris l'évitement de la spécialisation extrême et des bureaucraties technocratiques, qui risquent de minimiser le rôle du savoir traditionnel, et le renforcement de la planification locale. Christian Mersmann (Mécanisme mondial) a parlé des stratégies de financement et de la décentralisation des ressources financières, y compris le placement de la sécheresse et de la désertification sous le parapluie de l'adaptation, et un ordre du jour forestier plus vigoureux, dans le cadre du Forum des Nations Unies sur les forêts, relativement à la question du développement rural. Carlos Gonzalez Vicente (Mexique) a souligné l'importance des stratégies de prévention et de conscientisation adoptées par le Mexique.

Le porte-parole des PEIDP a encouragé les partenaires du développement à les aider dans leur lutte contre la désertification, notamment, à travers le financement, le transfert des technologies et le renforcement des capacités. Le CANADA a indiqué qu'il entend devenir le leader mondial de la durabilité environnementale et qu'il s'engage à poursuivre son soutien aux pays dans le domaine de la lutte contre la sécheresse et la désertification. Le délégué des AGRICULTEURS a décrit la mise en œuvre du Programme de gestion durable des sols en Afrique du Sud. La CHINE a mis l'accent sur l'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs et sur la diffusion des technologies. Le GUATEMALA a remercié le Mécanisme mondial pour son soutien. La LIBYE a souligné l'importance des ressources humaines, des technologies et des systèmes d'alerte précoce rapides. L'EGYPTE a noté le besoin d'un renforcement des capacités et d'une coopération internationale et régionale.

Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a encouragé les gouvernements à mettre en place des mesures pour la protection des travailleurs agricoles. Le PAKISTAN a souligné le besoin d'une stratégie de réponse à la sécheresse. Le représentant de la COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a plaidé pour un suivi à long terme et pour la mise à disposition de l'information. La PALESTINE a fait état d'une dégradation des terres et de la biodiversité dans les territoires occupés. Le représentant des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a souligné la valeur du savoir traditionnel. La REPUBLIQUE TCHEQUE a apporté son appui à l'initiative régionale lancée par la CLD et le Mécanisme mondial sur l'application du Plan stratégique décennal. La porte-parole des FEMMES a déclaré que la sécheresse cause la migration des hommes, ce qui empire la situation des Femmes.

La ZAMBIE et l'ITALIE ont décrit l'impact de la sécheresse et de la désertification, au plan national. L'ALGERIE a parlé de la désertification comme étant un facteur de l'insécurité alimentaire et a mis en exergue les dispositions régionales. Le porte-parole des ENFANTS ET DES JEUNES a pris l'engagement d'un volontariat

dans la conception des stratégies de développement durable. Le représentant des ONG a noté le faible niveau de participation de la société civile dans les prises de décisions, et a appelé à la fourniture des informations de base dans les langues locales. L'OMM a mis en exergue le suivi, l'alerte précoce de la sécheresse et la collecte des données, dans le cadre d'une autorité nationale unique. Le BELARUS a parlé de la mise en valeur de zones polluées par la radioactivité. Le représentant des COLLECTIVITES LOCALES a mis en garde contre le risque d'une migration accrue et a déclaré que, bien que la crise alimentaire appelle à une action rapide, des solutions à long terme sont disponibles.

AFRIQUE: Le président de la CDD-16, Nhema (Zimbabwe), a présidé la séance et le secrétariat a introduit le rapport du Secrétaire Général concernant l'Afrique (E/CN.17/2008/8). Il a indiqué que, bien que les flux de l'aide bilatérale et de l'APD aient augmenté, ils sont encore en-deçà des engagements internationaux. Gerry Noble (Microcare, Ouganda) a décrit les liens entre l'assurance et la réduction de la pauvreté et a signalé que les pauvres ne sont pas assurables et a posé la question de savoir pourquoi le prix des produits pharmaceutiques en Afrique est deux fois plus élevé qu'en Asie. David Tommy (ONUDI) a souligné que la plupart des pays africains ne disposent pas de secteurs agricoles à valeur ajoutée. Nebiyelul Gessese (Global Development Solutions) a déclaré que par delà les contraintes posées à la production, les petits agriculteurs africains ne sont pas intégrés horizontalement et verticalement dans la chaîne des valeurs des matières de base. Marjetta Eilitta (CIDE) a proposé un passage à l'agriculture intensive, une présence aux marchés nationaux et régionaux et la connexion des agriculteurs aux marchés.

L'UE a déclaré que l'intégration régionale est importante pour la compétitivité de l'Afrique dans le monde et que l'UE a approuvé son Aide pour la stratégie commerciale. Le G-77/CHINE a souligné le besoin d'intensifier les efforts fournis au plan national et a signalé que les gouvernements africains se sont engagés à affecter 10% de leurs budgets nationaux à l'agriculture. Le porte-parole des PEIDP a noté qu'ils sont face à des difficultés similaires à celles auxquelles l'Afrique est confrontée, et a mis en exergue le marché potentiel de produits artisanaux culturels. Le délégué des PAYS-BAS a déclaré que sa politique de coopération de développement en Afrique se focalise sur la paix, le développement économique, l'équité, l'autonomisation des femmes et l'accès à l'énergie durable. L'INDE a déclaré qu'elle a affecté 500 millions de dollars à l'Afrique sur les cinq prochaines années. DJIBOUTI a souligné que l'Afrique est confrontée à des modalités d'échange en détérioration, qui rendent le fardeau de la dette insoutenable.

La NORVEGE a mis en relief les défis posés aux petits agriculteurs, y compris une faible productivité et des marchés en panne. Le CANADA a souligné l'importance des programmes de santé et d'éducation. Le délégué des COMORES a souligné le renforcement des capacités techniques et la promotion du statut des femmes des zones rurales. Le représentant des ONG a déclaré que les règles de l'OMC doivent être revues, si l'on veut voir l'Afrique accomplir des progrès. Soulignant l'importance du commerce pour l'Afrique, la CHINE a souligné le besoin d'un régime commercial international juste et équitable et a suggéré d'accorder des modalités d'échange préférentielles aux pays les moins avancés.

Le délégué d'AFRIQUE DU SUD a noté que son pays a élaboré une stratégie pour la mise en application du NEPAD. La REPUBLIQUE TCHEQUE a souligné que la contrainte critique posée à l'Afrique est l'inégalité économique et sociale. L'ARGENTINE a déclaré que, sans les barrières commerciales, les pays africains pourraient participer au marché mondial. Le porte-parole des ENFANTS ET DES JEUNES a appelé à un meilleur esprit de collaboration et a déclaré que les africains ne devraient pas dévaloriser leurs propres cultures. La ZAMBIE a encouragé les partenaires du développement à améliorer la quantité et la qualité de leur aide.

DANS LES COULOIRS

La première semaine de la CDD-16 approchant de sa fin, on a entendu certains participants dire être insatisfaits des déclarations répétitives du parterre, signe que le débat sur tous les sujets du module thématique a été épuisé. De nombreux délégués sont maintenant en train de cogiter sur l'étape suivante: de quelle manière les discussions parallèles vont-elles alimenter le segment de haut niveau de la deuxième semaine et dans la synthèse finale, et forcément exhaustive, du président? Les listes raccourcies des principaux points, fournies par les présidents des séances à la fin de chacune des réunions, bien qu'elles ne rendent pas compte de toutes les nuances évoquées, vont certainement aider. Il y a eu aussi des bruits disant que "la retraite" du week-end des ministres africains dans un hôtel en ville (accueillis par le président de la CDD-16, Nhema) a pour objectif de solidifier un message africain fort, pour intégration dans la synthèse de la session.